M. DON MARRIOTT

Question nº 4107—**M. Cossitt:**

Au sujet de la réponse à la question nº 3066 selon laquelle le directeur des restaurants et des banquets du Centre national des arts, M. Don Marriott, n'a pas acheté, directement ou indirectement, de caisse enregistreuse pour le Centre national des arts, *a*) de qui l'a-t-on achetée et était-ce de M. Marriott ou d'une entreprise dans laquelle il a participation, *b*) quand l'a-t-on achetée et combien l'a-t-on payée, *c*) quel est le nom des personnes visées par la transaction?

M. Jack Masters (secrétaire parlementaire du ministre des Communications): Le Centre national des arts me transmet les renseignements suivants: *a*) la caisse enregistreuse a été achetée chez Jonny's Antiques Ltd. de Shakespeare, Ontario. M. Marriott n'a pas d'intérêt dans cette compagnie; *b*) on ignore la date d'achat mais la caisse enregistreuse a été expédiée de Shakespeare, le 30 octobre 1979, et a été facturée $1,700 le 5 novembre 1979. Ce montant incluait la taxe de vente de même que les frais de manutention et d'expédition; *c*) M. Marriott a négocié l'achat de la caisse enregistreuse et MM. Jonny Kalish et James Bisback représentaient Jonny's Antiques.

LES ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

Question nº 4271—**M. Baker (Nepean-Carleton):**

Le gouvernement tient-il un registre de ses engagements contractuels pour chaque année financière au-delà de 1982-1983, au chapitre des baux et autres biens et services et, *a*) sinon, pourquoi, *b*) le cas échéant, quelle est la valeur annuelle de ces engagements contractuels en dollars?

M. David Smith (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Les ministères des Travaux publics et des Approvisionnements et Services m'informent comme suit: au chapitre des baux: oui, au chapitre des biens et services: non.

a) Le ministère des Approvisionnements et Services, étant le contracteur principal du gouvernement pour les biens et services, ne tient pas de registre du montant global des engagements à long terme. Pour fournir un montant global, chaque ministère devrait regarder chacune des transactions individuellement qui, en temps et en argent serait prohibitif.

b) Engagements contractuels—baux	Valeur monétaire
avril 1983—mars 1984	240,649,000.24
avril 1984—mars 1985	193,989,551.91
avril 1985—mars 1986	154,243,091.50
avril 1986—mars 1987	127,048,015.78
avril 1987—mars 1988	95,459,364.28
avril 1988—mars 1989	92,774,399.10
avril 1989—mars 1990	86,264,472.60
avril 1990—mars 1991	81,862,320.85
avril 1991—mars 1992	79,953,171.91
avril 1992—mars 1993	55,848,466.45
avril 1993—mars 1994	53,793,799.77
avril 1994—mars 1995	52,707,329.03
avril 1995—mars 1996	47,087,742.62
avril 1996—mars 1997	45,168,763.89
avril 1997—mars 1998	44,839,404.33
avril 1998—mars 1999	44,839,404.33
avril 1999—mars 2000	44,839,374.35
avril 2000—mars 2001	44,839,374.35
avril 2001—mars 2002	44,839,374.35
avril 2002—mars 2003	44,839,374.35
avril 2003—mars 2004	44,839,374.35
avril 2004—mars 2005	44,839,374.35
avril 2005—mars 2006	44,839,374.35
avril 2006—mars 2007	44,839,374.35
avril 2007—mars 2008	44,839,374.35
avril 2008—mars 2009	44,839,374.35
avril 2009—mars 2010	44,839,374.35
avril 2010—mars 2011	44,839,374.35
avril 2011—mars 2012	26,880,573.98
avril 2012—mars 2013	26,880,573.98
avril 2013—mars 2014	26,880,573.98
avril 2014—mars 2015	282.15

avril 2015—mars 2016	282.15
avril 2016—mars 2017	282.15
avril 2017—mars 2018	282.15
avril 2018—mars 2019	282.15
avril 2019—mars 2020	282.15
avril 2020—mars 2021	282.15
avril 2021—mars 2022	282.15
avril 2022—mars 2023	282.15
avril 2023—mars 2024	282.15
avril 2024—mars 2025	282.15
avril 2025—mars 2026	282.15
avril 2026—mars 2027	282.15
avril 2027—mars 2028	282.15
avril 2028—mars 2029	282.15
avril 2029—mars 2030	282.15

Les montants susmentionnés englobent les marchés de location à court terme par la Couronne et les marchés de bail-achat à long terme; dans le dernier cas, la période visée s'étend normalement jusqu'à 35 ans. C'est ce qui explique l'importante diminution des engagements en 2014. De plus, les montants ne tiennent pas compte des frais d'exploitation et autres qui ne peuvent être engagés que sur une base annuelle, au début de chaque année financière. Il faut également signaler que la valeur des engagements varie d'un mois à l'autre en raison des nouveaux baux qui sont conclus et des anciens qui expirent.

[*Traduction*]

M. Smith: Madame le Président, je demande que les autres questions soient reportées.

[*Français*]

Mme le Président: On a répondu aux questions énumérées par l'honorable secrétaire parlementaire. Les autres questions sont-elles réservées?

Des voix: D'accord!

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[*Traduction*]

LE BUDGET

L'EXPOSÉ FINANCIER DU MINISTRE DES FINANCES

La Chambre reprend l'étude, interrompue le lundi 28 juin 1982, de la motion de M. MacEachen: Que la Chambre approuve la politique budgétaire du gouvernement.

L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre): Madame le Président, juste avant que nous ne levions la séance, hier soir, je signalais que les Canadiens avaient tous perdu confiance en leur gouvernement et que le budget dont la Chambre est saisie ne faisait rien pour régler ce problème. Il ne fait que répéter les mêmes erreurs qu'en novembre dernier et il va provoquer autant de dégâts qu'à ce moment-là.

Le déficit budgétaire prévu est de l'ordre de 20 milliards de dollars. D'après les entretiens que j'ai eus avec certains économistes, il ressort que cette prévision de 20 milliards est peut-être en dessous de la vérité. Quiconque comprend les prévisions sait que lorsqu'on établit une prévision à 19.8 milliards de dollars, juste en dessous de 20 milliards, il faut s'attendre à atteindre ce niveau.